

CCTP LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

Réhabilitation du bâtiment tertiaire Waldeck Rousseau à Roanne



Réhabilitation et densification du site Waldeck Rousseau à Roanne

14 rue Waldeck-Rousseau, 42300 Roanne

MAÎTRE D'OUVRAGE

PREFECTURE DE LA LOIRE
Secrétariat Général Commun
Départemental
2 RUE Charles de Gaulle
42000 Saint-Etienne



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Assistance à maîtrise d'ouvrage

SCAPRIM

9, rue Juliette Récamier
69006 Lyon



Scaprim
Project
Management



Evolution du document

Document

| N/Réf. | Ind. | Date | Rédacteur | Action |
|--------------|------|------------|---------------------|--------------|
| LYO.IN.M0079 | A | 12/01/2026 | Kévin ROUSSEAU | Rédaction |
| | | 15/01/2026 | Josselin LE GUENNEC | Vérification |
| | B | 16/01/2026 | Kévin ROUSSEAU | Modification |
| | | 30/01/2026 | Cécile OTTINO | Relecture |
| | C | 06/02/2026 | Kévin ROUSSEAU | Modification |
| | | | | |

Sommaire

Table des matières

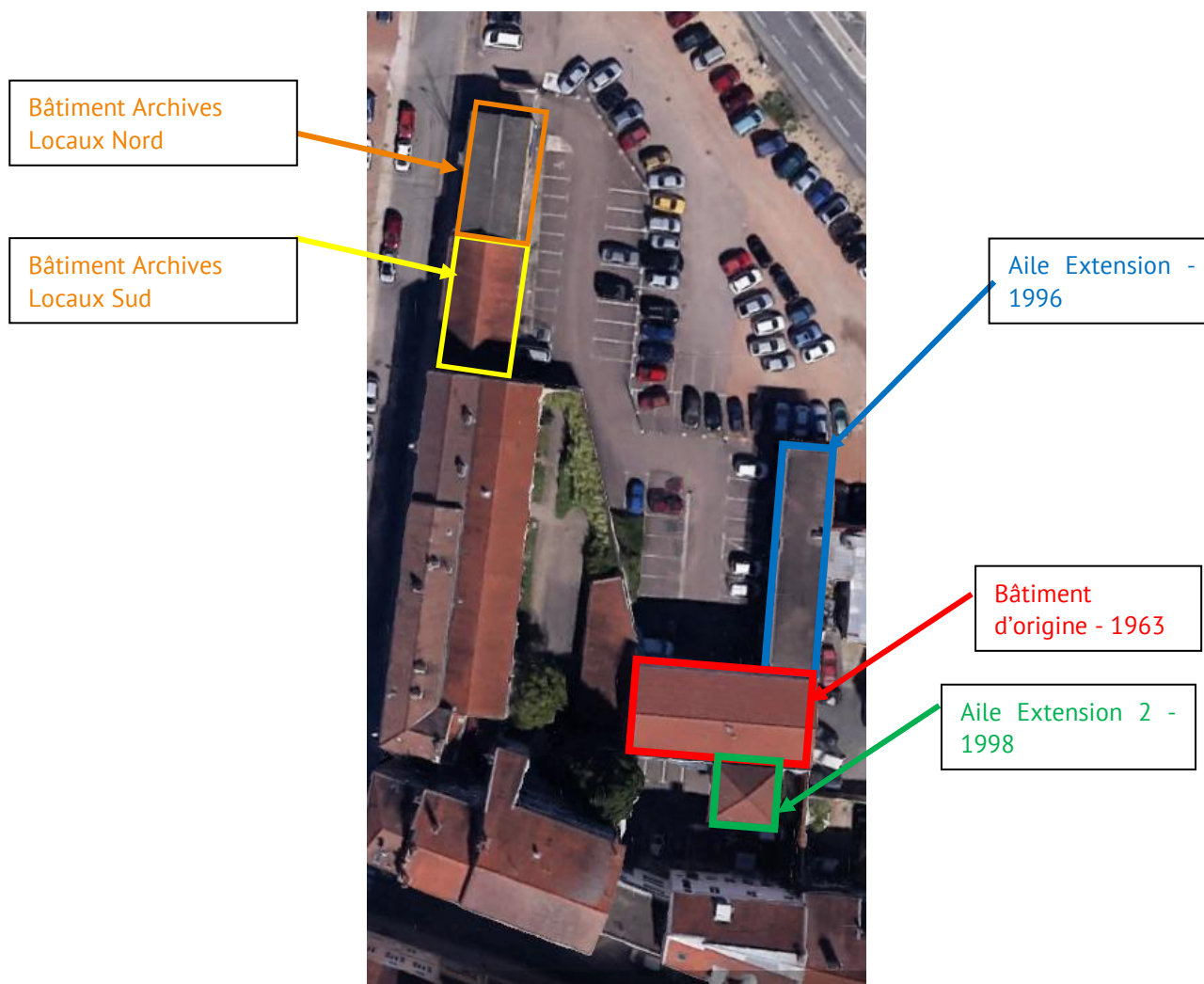
| | |
|---|-----------|
| 1. Contexte | 5 |
| 1.1. Caractéristique et dénomination du site..... | 5 |
| 1.2. Récapitulatif des travaux prévus..... | 6 |
| 1.3. Allotissement | 6 |
| 2. Prescriptions administratives | 8 |
| 2.1. Obligations contractuelles | 9 |
| 2.2. Documents contractuels du DCE | 9 |
| 2.3. Contenu des prix..... | 10 |
| 2.4. Responsabilité des entreprises..... | 10 |
| 2.5. Sous-traitance | 10 |
| 2.6. Garantie..... | 11 |
| 2.7. Reconnaissance des existants – Fortement conseillé | 11 |
| 3. Prescriptions particulières | 13 |
| 3.1. Démarches et autorisations | 13 |
| 3.2. Documents à établir | 14 |
| 3.3. Dossiers techniques d'exécution..... | 15 |
| 3.4. Relevés de mesure..... | 15 |
| 3.5. Essais et contrôles des ouvrages..... | 16 |
| 3.6. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)..... | 16 |
| 3.7. Installations de chantier | 17 |
| 3.7.1. Organisation de la base vie..... | 17 |
| 3.7.2. Aménagements intérieurs de base-vie..... | 17 |
| 3.7.3. Bungalows..... | 17 |
| 3.7.4. Electricité de chantier | 18 |
| 3.7.5. Eau de chantier | 19 |
| 3.7.6. Cylindres de chantier | 19 |
| 3.8. Compte prorata | 19 |
| 3.9. Bennes de chantier | 20 |
| 3.10. Nettoyage du chantier | 20 |
| 3.11. Echafaudages, agrès et protections..... | 20 |
| 3.12. Evacuation et tri des déchets | 21 |
| 3.13. Protection du chantier | 21 |
| 3.14. Protections des ouvrages | 21 |

| | |
|--|-----------|
| 3.15. Responsabilités pour vols et/ou dégradations | 22 |
| 3.16. Réception des supports | 22 |
| 3.16.1. Protection des existants | 23 |
| 3.16.2. Horaires de chantier..... | 23 |
| 3.17. Prototypes d'ouvrages et échantillons-référence | 25 |
| 3.18. Contrôle technique des ouvrages en cours de travaux | 25 |
| 3.19. Coupure des réseaux..... | 26 |
| 3.20. Hygiène et sécurité | 26 |
| 3.21. Nuisances sonores..... | 26 |
| 3.22. Protection des travailleurs..... | 26 |
| 3.23. Dimensions des éléments constitutifs | 26 |
| 3.24. Tolérances de fabrication..... | 27 |
| 3.25. Tolérances dimensionnelles | 27 |
| 3.26. Tolérance d'exécution | 27 |
| 3.27. Qualité des prestations | 28 |
| 3.28. Pose des ouvrages..... | 28 |
| 3.29. Réservations..... | 28 |
| 3.30. Percements..... | 28 |
| 3.31. Trous, scellements, calfeutrements et raccords | 28 |
| 3.32. Interactions entre corps d'état | 29 |
| 3.33. Matériaux, produits, fournitures | 30 |
| 3.34. Engagement des entreprises vis-à-vis des produits et matériaux..... | 30 |
| 4. Planning prévisionnel..... | 31 |

1. Contexte

1.1. Caractéristique et dénomination du site

Le site de du bâtiment Waldeck-Rousseau comprend plusieurs bâtiments répertoriés sur le plan ci-dessous :



Vue satellite du site

Dans les différences pièces du marché nous nommerons :

- Bâtiment Origine : le bâtiment encadré en rouge dans le plan ci-dessus
- Aile Extension : le bâtiment extension construit en 1996 encadré en bleu
- Aile Extension 2 : le bâtiment extension 2 construit en 1998 encadré en vert
- Bâtiment principal : l'ensemble Bâtiment Origine + Aile Extension + Aile Extension 2 (encadré en bleu, vert et rouge)
- Bâtiment Archives conservés : Locaux Nord du bâtiment archives existant (encadré orange)
- Locaux Gymnase : Locaux Sud du bâtiment archives existant (encadré jaune) qui est démoli dans le cadre de ce projet
- Bâtiment Archives : Ensemble Locaux Gymnase et locaux archives conservés (Encadré orange et jaune)

Le bâtiment d'origine date de 1963 et se déploie sur 2 niveaux. Il a été complété par des travaux d'extension en 1996 et 1998 pour atteindre une surface de plancher de 741 m². Vous retrouvez également le bâtiment Archives représentant une surface de plancher de 205.96 m².

Il s'agit d'un établissement régi par le code du travail et n'a pas vocation, à ce jour, à recevoir du public.

Les visites du site ont eu lieu le : 20/03/25 pour la phase Diag.

Elles ont été complétées en phase APS par une visite supplémentaire le 22/05/25.

Une visite était prévue courant Aout en même temps qu'une entreprise posant un échafaudage pour :

- Visualiser la jonction entre la toiture terrasse et le mur du bâtiment Origine ;
- Voir l'état de la toiture terrasse et la toiture tuile du bâtiment d'origine

L'installation de l'échafaudage a été décalé mais notre besoin d'accès à la toiture reste inchangé.

1.2. Récapitulatif des travaux prévus

Dans le cadre de cette opération, le maître d'ouvrage a principalement identifié les travaux suivants :

Les objectifs de la réhabilitation sont divers en fonction des bâtiments :

- Bâtiment Principal
 - Fermeture de la coursive et du SAS d'entrée pour création de nouveaux locaux
 - Démolition de l'escalier façade Ouest du bâtiment d'origine et reprise de la dalle ;
 - Création d'un EPMR ;
 - Isolation par l'extérieur de la façade Sud non rénové du bâtiment d'origine ;
 - Remplacement des menuiseries en Aluminium existante par des menuiseries Aluminium avec rupteur de pont thermique et un $U_w=1.7 \text{ W/m}^2.K$;
 - Modification de l'installation de chauffage avec mise en place d'une pompe à chaleur géothermique avec thermoplongeurs en relève, et secours partiel, installation de chauffage neuve, équilibrage des réseaux et pose de radiateurs basses températures avec robinet thermostatique ;
 - Climatisation d'un local informatique ;
 - Mise en place d'une CTA Double Flux avec récupération d'énergie ;
 - Mise en place de 66 m² de panneaux photovoltaïques ;
 - Reprise de l'étanchéité de la toiture terrasse de l'aile Extension ;
 - Démolition intérieure pour mise à nu des locaux ;
 - Travaux de réhabilitation électrique courant fort/courant faible/SSI/GTC/Contrôle d'accès
 - Mise en place d'un éclairage LED ;
 - Réhabilitation second œuvre avec cloisonnement, peinture, revêtement de sol, faux-plafond et menuiseries intérieures ;
 - Aménagements sanitaires ;
- Bâtiment Archives
 - Désamiantage Toiture amianté des locaux Nord ;
 - Démolition des locaux « Gymnase » ;
 - Reprise des façades et des menuiseries extérieures des locaux Nord ;
 - Travaux de réhabilitation électrique et d'éclairage ;
 - Travaux de réhabilitation intérieurs ;
- Aménagements extérieurs
 - Mise en place de bornes pour véhicules électrique ;
 - Travaux d'aménagement du parking
 - Mise en place d'un local vélo

1.3. Allotissement

Au vu des travaux envisagés il a été choisi de décomposer le marché de la manière suivante :

- **Lot N°1** : Désamiantage - Déplombage
- **Lot N°2** : Gros œuvre - Démolition

- **Lot N°3** : Curage
- **Lot N°4** : Etanchéité
- **Lot N°5** : Couverture et charpente
- **Lot N°6** : Façades
- **Lot N°7** : Menuiseries extérieures
- **Lot N°8** : Serrurerie - Métallerie
- **Lot N°9** : Plâtrerie – Peinture – Faux-Plafonds
- **Lot N°10** : Revêtement de sol
- **Lot N°11** : Menuiseries intérieures
- **Lot N°12** : Elévateur PMR
- **Lot N°13** : Electricité - GTC
- **Lot N°14** : Solaire photovoltaïque
- **Lot N°15** : CVC-Plomberie
- **Lot N°16** : Forages - Sondes géothermiques
- **Lot N°17** : Terrassement - VRD - Aménagements extérieurs

Les entreprises devront prendre connaissance de tous les CCTP et en particulier :

- Des dispositions applicables à l'ensemble des corps d'état ;
- Des dispositions applicables au lot spécifique auquel ils soumissionnent ;
- Des dispositions applicables aux autres corps d'état permettant d'apprécier l'étendue et les limites de la prestation due au titre du lot spécifique.

2. Prescriptions administratives

L'entreprise répondant au présent marché devra :

- Réaliser les prescriptions définies dans l'ensemble des documents contractuels,
- Dans le temps imparti par le Règlement de Consultation, la remise de prix.
- La dénonciation dans le même temps, des imprécisions ou incohérences relevées au regard des DTU, règles de calculs, avis techniques et normes françaises en vigueur à la date de la remise des offres.
- Dans le cas de non-dénonciation avant la remise d'offres, tous redressements par rapport aux documents mentionnés ci-dessus seront exigés de plein droit, sans plus-value, comme étant sous-entendus, nécessaires minima à la bonne exécution des prescriptions.
- Les installations provisoires nécessaires à son chantier, l'amenée et le repli du matériel nécessaire, la protection lors de son intervention de ses ouvrages propres, des ouvrages réalisés par les autres lots et des ouvrages existants, le nettoyage du chantier en cours et après l'exécution des travaux, l'évacuation de tous détritiques et gravois aux décharges publiques, les mesures de sécurité obligatoires, la réparation des dommages causés aux tiers et par les intempéries.
- L'approvisionnement, la manutention et la mise en œuvre de l'ensemble des matériaux correspondant à la remise des offres et selon l'ordonnancement arrêté contradictoirement avec le Maître d'Œuvre par le planning.

L'entreprise doit joindre à son offre toutes les pièces justificatives permettant son analyse. Son offre doit notamment :

- Comporter tous documents relatifs aux produits mis en œuvre (fiches techniques, références des produits proposés, certifications...),
- Être réalisée sur les bases des pièces du marché,
- Être établie selon la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, jointe au marché, relative au lot auquel elle soumissionne,
- Comporter la mention de toutes erreurs ou anomalies observées dans les documents contractuels du marché.

Les différents CCTP s'efforcent de renseigner l'entreprise sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif ni exhaustif et que l'entreprise devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement de son lot.

L'entreprise, préalablement à sa remise d'offres, devra prendre connaissance des lieux et évaluer toutes les difficultés d'accès. Le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation.

Avant tout début d'exécution, l'entreprise devra vérifier toutes les cotes des dessins et plans qui lui seront remis ainsi que toutes les dispositions particulières pouvant influencer ses travaux.

L'entreprise provoquera, en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires.

Faute par lui de ne pas se conformer à ces prescriptions, il deviendra seul responsable de toutes les conséquences de toute nature pouvant en résulter.

L'entreprise est tenue de repérer, d'après les pièces du projet, les notes de calcul et dessins d'ensemble et de détails qui seront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Toutes propositions chiffrées par l'entreprise hors du présent cadre seront considérées comme des variantes.

2.1. Obligations contractuelles

L'entreprise fera une proposition complète et forfaitaire, après avoir pris connaissance non seulement du C.C.T.P. qui l'intéresse, mais également après avoir étudié l'ensemble des CCTP des divers corps d'état afin de connaître les incidences et obligations s'appliquant à son lot. Durant les travaux, elle ne pourra se prévaloir d'erreurs ou d'omissions afin de modifier le montant de sa prestation.

L'entreprise se devra de vérifier l'ensemble des détails du projet et de signaler au Maître d'Œuvre durant la phase d'appel d'offres toute insuffisance, inexactitude, omission ou discordance constatée dans les pièces fournies.

L'entreprise pourra présenter dans son offre toutes les observations ou sujétions qu'elle jugera nécessaires afin de justifier les rectifications éventuelles apportées aux prescriptions du présent document.

Dans tous les cas, il devra prévoir dans son offre tous les ouvrages nécessaires à la bonne exécution de la mission dans les Règles de l'Art.

L'entreprise est tenue au respect du planning défini avec la maîtrise d'œuvre.

Elle veillera à communiquer par écrit dans les délais impartis, dès la phase étude, tous les renseignements techniques nécessaires à la compréhension de ses travaux aux autres lots ayant des ouvrages à exécuter en rapport avec le présent lot, notamment les réservations, les percements, les attentes, les encombrements, etc.

De même, elle prendra toutes les dispositions qui s'imposent afin d'obtenir des autres lots tous les documents, en particulier les sujétions apportées par eux en phase étude, nécessaires à la bonne visibilité et à la bonne estimation des travaux qu'elle doit effectuer.

Tous les détails à exécuter par un autre lot non indiqué dans les délais impartis seront à effectués par le présent lot et à sa charge.

L'entreprise, pourra également participer à l'établissement, en coordination avec tous les lots d'un plan de synthèse des prestations. L'entreprise est tenue d'adapter ses installations aux plans de la maîtrise d'œuvre et aux plans d'exécution des autres corps d'état.

Elle est également tenue à l'obligation de résultat.

2.2. Documents contractuels du DCE

Les documents contractuels constituant le Dossier de Consultation des Entreprises sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le présent Cahier des Prescriptions Communes à tous les lots,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifiques à chacun des lots,
- Les Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) spécifiques à chacun des lots,
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS),
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT),
- Les plans architecte,
- Les diagnostics techniques,
- Les plans techniques de chacun des lots,
- Le calendrier général de l'opération.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance de l'ensemble de ces documents, ainsi que ceux qui y sont mentionnés. Le fait de remettre une offre en est considéré comme la confirmation.

2.3. Contenu des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), établi par l'entreprise, décompose le prix global forfaitaire en sous détails de prix unitaires. Ces prix unitaires servent seulement à établir les situations mensuelles, ainsi que les avenants éventuels en plus ou en moins.

Il est rappelé que les quantités indiquées dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF), ne sont pas contractuelles, le marché étant passé global et forfaitaire.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et sont exprimés soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³), soit au kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'entreprise et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels, des frais de chantier qui lui sont imputés, de l'observation des avis formulés par le Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle et des exigences du planning.

2.4. Responsabilité des entreprises

L'Entreprise reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation,
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, l'Entreprise sera contractuellement tenue de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utile au Maître d'œuvre qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

L'entreprise ayant suppléée, de par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent C.C.T.P, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des C.C.T.P. (ou des bordereaux des prix unitaires) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour une entreprise d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre, dans son mémoire technique.

2.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les travaux ne pourront être entrepris que si l'acceptation est constatée par un acte spécial signé par le Maître d'Ouvrage ou la personne responsable du marché et par l'entreprise qui conclut le contrat de sous-traitance.

En aucun cas l'entreprise ne pourra sous-traiter en totalité les travaux qui lui auront été commandés.

L'acte spécial sera fourni au moment de la remise des offres et indiquera avec précisions :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les modalités de calculs et de versement des avances et acomptes,
- La date d'établissement des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections et retenues diverses,
- Les modalités de révision ou d'actualisation des prix,
- Le nom de la personne habilité à donner les renseignements.

Les sous-traitants devront posséder les qualifications nécessaires à la réalisation des travaux pour lesquels ils sont choisis par l'entreprise mandataire. Les attestations (Qualibat ou autres) seront fournies à la maîtrise d'œuvre au moment de la remise des offres.

2.6. Garantie

L'entreprise devra assurer une garantie contractuelle sur ses travaux (décennale si liée à la solidité et à la bonne utilisation de l'ouvrage ; biennale pour le reste).

Pendant toute la durée de cette garantie, l'entreprise restera responsable de ses ouvrages.

La garantie du bon fonctionnement des installations est prévue sur un an à la date de la réception totale des travaux (période de garantie de parfait achèvement) et elle est indépendante de toute autre garantie (décennale, etc.).

Si l'entreprise met en œuvre un procédé "non traditionnel" et que ce procédé n'a pas fait l'objet d'un Avis Technique et donc n'est pas couvert par le CSTB, ou que, malgré l'Avis Technique, le CSTB ne garantit pas, l'entreprise devra justifier d'une police d'assurance conjointe et solidaire avec le fabricant, apportant les mêmes garanties qu'attribuerait le CSTB pour le même type d'ouvrage.

L'entreprise devra communiquer au Maître d'Œuvre la copie du contrat d'assurance couvrant la garantie décennale même en cas de cessation de paiement de la prime.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, en cas de constatations de malfaçons, fautes d'exécution ou mise en œuvre non conforme de matériaux ou matériel qui se révéleraient à l'usage, des travaux de reprise seront à la charge de l'entreprise. Ils devront être réalisés dans les meilleurs délais et ne seront pas sujet à une rémunération supplémentaire.

2.7. Reconnaissance des existants – Fortement conseillé

Une visite sur site est fortement conseillée. Les personnes à contacter sont explicitées dans le Règlement de Consultation.

L'entreprise sera réputée avoir, avant remise de son offre, procédé à la reconnaissance des existants et notamment, sans que cette liste soit limitative, il aura pris acte de :

- La configuration des lieux,
- L'état général des existants et de leur degré de conservation,
- L'état de vétusté de certains éléments ou ouvrages,
- La nature des matériaux constituant les existants,

- L'origine, la provenance et la nature des matériaux, matériels, équipements, produits et constituants devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché,
- Les principes constructifs des existants,
- L'état de conservation et d'entretien des ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes,
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques concernés par les travaux décrits dans le présent marché, installations sanitaires ou électriques,
- Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux prévus au C.C.T.P. et leur coût.

L'offre de l'entreprise sera donc réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de ces reconnaissances et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à une parfaite exécution de l'ouvrage, dans les termes de prix, délais et qualités demandés.

3. Prescriptions particulières

Sont applicables au présent marché tous les textes et documents législatifs et réglementaires en vigueur à la date de remise des offres, et en particulier :

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code de la Construction et de l'Habitation
- Le Code de l'Environnement et de Nuisances
- Le Code du travail
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction et la Sécurité Incendie
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) et leurs additifs publiés par le C.S.T.B.
- Les Prescriptions et Spécifications du R.E.E.F.
- La collection complète des normes diverses suivantes :
 - Spécifications de l'A.D.E.T.S
 - Normes AFNOR, UTE, USE
 - Normes N.F.
 - EURONORME
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)
- Les Cahiers des Prescriptions Communes (C.P.C) des Marchés de l'Etat
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales des Marchés Publics (C.C.T.G.)
- Les règles agréées par l'AFAC (Association Française des Assureurs Construction)
- Les prescriptions liées aux ATEX
- Les Cahiers des Charges et Fascicules Techniques des Compagnies Concessionnaires (E.D.F., G.D.F., P.T.T., EAU, Egouts, Voiries, etc.)
- Les Recommandations publiées par la Commission Technique des Assurances
- Les Avis Techniques du C.S.T.B. pour tous les matériaux et procédés "non traditionnels"
- Les décrets relatifs aux mesures de sécurité des travailleurs et des échafaudages
- Les Règlements d'hygiène et de sécurité préfectoraux
- Les Règlements et dispositions du corps des sapeurs-pompiers local
- Le Règlement Sanitaire Départemental.

3.1. Démarches et autorisations

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer en temps utile toutes démarches auprès des services publics, services locaux et concessionnaires pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords... nécessaires à la réalisation de ses travaux.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches sera à transmettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

3.2. Documents à établir

Période de Préparation

Dans un délai de 8 jours à dater de l'ordre de service, l'entreprise établit de façon générale et globale les éléments suivants :

- Un projet de planning d'organisation des travaux par lot fixant les délais de leur phase d'exécution (intégrant les délais de commande, livraisons et mises en service) s'intégrant dans le délai global fourni par la Maîtrise d'œuvre,
- Un planning financier mensuel intégrant l'éventuelle avance forfaitaire,
- Un projet d'installation et d'organisation du chantier avec indication précise des stades d'installation et de mise en service de différents engins et appareils, des rotations ou réemplois éventuels, des déposes et des démontages,
- La liste nominative du personnel d'encadrement et de ses représentants présents sur le chantier (nombre de personnes présentes par phase à détailler), aptes à prendre toute décision et à recevoir les instructions du Maître d'Œuvre.

Ces pièces devront obtenir l'agrément du Maître d'Œuvre.

Avant Travaux

Dans le délai imposé par le Maître d'œuvre ou OPC, l'entreprise devra étudier en détail l'ensemble des documents EXE fournis par la maîtrise d'œuvre. Elle fera part de ses remarques par écrit et conseillera si besoin l'équipe de maîtrise d'œuvre pour la finalisation du dossier d'Exécution.

Les travaux ne débuteront pas avant la validation du dossier technique complet par le Maître d'œuvre et le bureau de contrôle. En cas de travaux démarrés sans validation l'entreprise sur demande de la maîtrise d'œuvre devra la reprise partielle ou complète de ses ouvrages compris travaux induits.

Réception

La réception des travaux doit faire l'objet d'une demande écrite par l'entreprise après achèvement de tous ses travaux.

Dès la fin des travaux et avant réception, l'entreprise devra les essais et vérifications nécessaires selon les éléments décrits dans le paragraphe suivant (3.53.3).

La réception ne pourra être validée que si tous les essais de bon fonctionnement sont satisfaisants. La réception sera notifiée par écrit par le Maître d'ouvrage et Maître d'Oeuvre.

Toute réserve figurant sur le PV de réception devra être levée dans les délais imposés par le Maître d'ouvrage et Maître d'Œuvre.

Si une réserve ne permet pas la livraison de l'ouvrage (fonctionnement impossible, sécurité du site non garantie, étanchéité non garantie...) dans les délais prévus alors la réception ne sera pas prononcée entraînant ainsi l'application de pénalités pour les entreprises identifiées comme responsables ; ces dernières devront tout mettre en œuvre pour programmer une nouvelle réception.

Après Réception

La Garantie de Parfait Achèvement (GPA) est d'une durée de 1 an à compter de la réception. Pendant cette période l'entreprise doit réparer tous les désordres se révélant sauf si les désordres en question sont causés par une dégradation volontaire d'un usager ou par un usage non conforme aux prescriptions décrites dans les notices fournies par l'entreprise dans le DOE.

3.3. Dossiers techniques d'exécution

Dans le délai imposé par le maître d'œuvre ou l'OPC, l'entreprise est tenue de fournir un dossier complet d'études d'EXEcution au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour approbation (versions papiers et dématérialisées).

Ce dossier sera structuré, référencé, complet et composé de :

- notes de calculs ;
- dessins d'atelier et de chantiers de ses ouvrages ;
- plans de traçage et d'implantation ;
- plans et croquis d'exécution ;
- fiches techniques des produits proposés avec sélection du produit envisagé,
- avis techniques ;
- Echantillons éventuels ;
- Les plannings d'étude, de commande, d'approvisionnement, d'exécution, etc.
- plans de coordination avec les autres corps d'état ;
- La liste des sous-traitants et missions affectées à chacun.

Ces plans et détails feront clairement apparaître tous les détails d'exécution et tous renseignements utiles en fonction de la particularité de l'ouvrage.

Ces documents porteront toutes les cotes et indiqueront avec précision toutes les réservations, incorporations et dispositions diverses nécessaires à la bonne et parfaite réalisation des ouvrages. L'entreprise exécutera sur ses plans, croquis et dessins, toutes les modifications et mises au point qui seront jugées utiles.

Après accord du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage et du bureau de contrôle, la version définitive de ces plans, croquis et dessins sera considérée comme "bonne pour exécution".

L'entreprise devra également fournir toutes les fiches techniques des produits employés, y compris Procès Verbaux d'essais et Avis Techniques correspondants. Tous les documents qu'elle produira devront avoir reçu l'approbation du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

A la demande de l'OPC, les entreprises doivent également le traçage sur site des implantations de leurs ouvrages.

La mise à jour du dossier d'exécution, en cours de chantier, fait partie intégrante de la prestation de l'entreprise.

3.4. Relevés de mesure

L'entreprise se doit, avant toute exécution, de relever sur place les dimensions et cotes de construction nécessaires à une parfaite réalisation.

L'entreprise devra effectuer tous les relevés de mesures nécessaires à l'établissement des calepins et des découpes de matériaux. Elle signalera au Maître d'œuvre les écarts pouvant avoir une influence sur le projet.

Avant tout approvisionnement ou mise en fabrication, l'entreprise devra relever toutes les cotes figurant sur les plans et vérifier sur place leur exactitude.

Il sera seul responsable de ses relevés.

3.5. Essais et contrôles des ouvrages

En fin de travaux, les installations seront soumises à un programme d'essais et de contrôles permettant de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des constituants et afin de s'assurer de la réalisation des ouvrages conformément aux Règles de l'Art, aux réglementations et normes en vigueur. Ces essais et contrôles sont à la charge de l'entreprise et placés sous sa responsabilité.

L'entreprise informera le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le bureau de contrôle et le bureau d'études des dates de ces essais et contrôles afin d'y être éventuellement présent.

Les essais et contrôles relatifs à la stabilité et au fonctionnement seront conduits conformément aux réglementations en vigueur.

Les essais et contrôles en fonctionnement seront réalisés avant la réception des ouvrages. Un rapport comprenant le descriptif des essais et contrôles réalisés et les résultats de ceux-ci sera dressé par l'entreprise. Ce rapport sera adressé au maître d'œuvre.

Dans le cas où les résultats ne seraient pas satisfaisants, celui-ci pourra exiger tous les essais et contrôles complémentaires qu'il estime nécessaires, aux frais de l'entreprise, et, le cas échéant, la mise en conformité des ouvrages concernés.

L'entreprise doit également l'ensemble des contrôles relatifs à la sécurité. Elle doit se soumettre aux exigences du contrôleur technique établies dans le cadre de sa mission.

Ces essais et contrôle des ouvrages font partie intégrante du marché. Les documents dûment complétés attestant leur conformité conditionnent la réception des travaux.

3.6. Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Dans un délai de 1 mois maximum après la réception des travaux, l'Entreprise fournira au Maître d'Ouvrage son Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en 3 exemplaires papiers dont deux dématérialisées sous forme de CD-Rom.

Ce dossier sera structuré, référencé, complet et devra contenir :

- le descriptif des installations et le principe de fonctionnement,
- les certificats de conformité des installations,
- la nomenclature du matériel installé avec toutes indications de provenance et de maintenance,
- pour chaque matériel, les fiches techniques et notices détaillées, et PV de mise en service et de maintenance émanant des constructeurs, avec copie de certificats de garantie, contacts SAV et le cas échéant, d'épreuve ou essais réglementaires,
- les PV d'essais effectués,
- le rapport technique faisant état des réglages réalisés à la mise en service de l'installation,
- les notices d'utilisation destinées aux gestionnaires, et notamment le descriptif des opérations de maintenance à réaliser sur les installations avec leur fréquence,
- les plans de recollement y compris schémas et plan de repérage des matériels mis en œuvre (format DWG et pdf),
- les notes de calculs,

Le DOE doit contenir les documents spécifiques au chantier ; il sera refusé toute documentation générique sans précision sur les modèles effectivement installés.

Le DOE devra être entièrement validé par le Maître d'œuvre avant envoi au Maître d'Ouvrage.

3.7. Installations de chantier

*Les installations de chantier générales sont à la charge du lot **Démolition – Gros œuvre***

*Les installations en Electricité de chantier sont à la charge du lot **Electricité – GTC**.*

*Les installations en Eau de chantier sont à la charge du lot **CVC - Plomberie**.*

*Les cylindres de chantier sont à la charge du lot **Menuiseries Extérieures**.*

3.7.1. Organisation de la base vie

Il est prévu une installation de chantier en 3 temps :

- Intervention du lot **Désamiantage – Déplombage** avant tout autre lot avec gestion de sa propre base-vie. Les lots **Electricité – GTC** et **CVC-Plomberie** auront la charge des raccordements en Electricité et Eau de cette base vie.
- A la fin de l'intervention du lot **Désamiantage-Déplombage**, intervention du lot **Démolition - Gros-Œuvre** avec gestion de sa propre base-vie. Les lots **Electricité – GTC** et **CVC-Plomberie** auront la charge des raccordements en électricité et eau de cette base vie provisoire.
- Une fois la démolition complète et terrassements adaptés à recevoir des bungalows réalisés en lieu et place de l'ancien local Gymnase du bâtiment Archives, le lot **Démolition – Gros-Œuvre** aménagera 2 locaux (Réfectoire et Vestiaire) du bâtiment Archives conservés pour création de la base-vie jusqu'à la fin du chantier. Un bungalow sanitaire sera mis en œuvre à proximité du bâtiment sur l'espace préalablement terrassé par le lot **Démolition – Gros-Œuvre**. Les lots **Electricité – GTC** et **CVC-Plomberie** auront la charge des raccordements en Electricité et Eau de cette base vie.

3.7.2. Aménagements intérieurs de base-vie

L'entreprise du lot **Démolition – Gros œuvre** prendra à sa charge les installations de chantier générales pour l'ensemble des travaux. Les frais liés à la mise en place de ces installations de chantier, et repli en fin de chantier, selon le planning prévisionnel, seront supportés par le lot **Démolition – Gros œuvre** (à chiffrer en base, pas de refacturation au compte prorata).

Comme évoqué ci-dessus. Les aménagements de base-vie provisoire ou définitif en intérieurs devront prévoir :

- Bureau de chantier équipé de chauffage, d'éclairage, de tables et de chaises.
- Vestiaires et réfectoire du personnel présent sur le chantier, avec équipement de cuisson, chauffage et éclairage, tables, chaises et armoires vestiaires à clefs.
- Locaux destinés aux sanitaires, si l'emplacement prévu ne permet pas le fonctionnement par ces sanitaires, il sera prévu un bungalow complémentaire spécifique
- Ils seront adaptés à l'effectif maximal du personnel susceptible d'intervenir sur le chantier et seront installées de manière à limiter au maximum la gêne pour les usagers.

3.7.3. Bungalows

En phase 1 de chantier, le lot **Désamiantage - Déplombage** prendra à sa charge sa propre base-vie compris tous les éléments nécessaires. Les frais liés à la mise en place de ces installations de chantier, et repli en fin de chantier, selon le planning prévisionnel

En phase 2 de chantier, le lot **Démolition – Gros-Œuvre** prendra à sa charge sa propre base-vie compris tous les éléments nécessaires. Les frais liés à la mise en place de ces installations de chantier, et repli en fin de chantier, selon le planning prévisionnel

En phase 3 de chantier, l'entreprise du **lot Démolition – Gros œuvre** prendra à sa charge les installations de chantier générales pour l'ensemble des travaux. Les frais liés à la mise en place de ces installations de chantier, et repli en fin de chantier, selon le planning prévisionnel, seront supportés par le **lot Démolition – Gros œuvre** (à chiffrer en base, pas de refacturation au compte prorata).

Ces installations de chantier seront composées de :

- Un panneau de chantier aux dimensions minimales 250cm x 150cm suivant les directives du Maître d'Ouvrage, indiquant la consistance des travaux, les intervenants, les sous-traitants et le financement.
- Installation et repli en fin de chantier de bungalows de chantier selon les prescriptions du CSPA :
 - Bungalow équipé pour sanitaires, XC de chantier avec point d'eau et raccordement à l'égout le plus proche. Ils seront adaptés à l'effectif maximal du personnel susceptible d'intervenir sur le chantier.
- Balisage, sécurisation et barriérage de zones de chantier communes nécessaires au bon déroulement du chantier (zone pour bennes à gravais, containers de stockage ; zone de stockage extérieure, plateforme de desserte...) ;
- Se munir des autorisations administratives nécessaires auprès des services compétents ;

Des plans des installations seront à faire valider au préalable au coordinateur SPS et au Maître d'œuvre.

Les installations de chantier spécifiques restent à la charge de chaque lot :

- Démarches administratives nécessaires aux travaux de son lot,
- Mise en sécurité de ces zones de travail (balisage, stockage de matériel...),
- Nettoyage et évacuation quotidien des déchets des zones de travaux.

Les entreprises de l'ensemble des lots devront transmettre leurs besoins en électricité et eau de chantier aux lots concernés durant la phase de préparation du chantier.

3.7.4. Electricité de chantier

Le **lot Electricité – GTC** prendra en charge l'installation électrique de chantier et repli en fin de travaux. Cette installation comprend :

- L'alimentation électrique de la base vie et certificat de contrôle,
- L'installation de compteurs électriques de chantier (compris demande et frais liés à l'installation de logette par ERDF ; aucune consommation électrique sur les communs du site),
- L'installation de l'éclairage du chantier permettant l'intervention de l'ensemble des corps d'état,
- L'installation de coffrets de chantier (force et éclairage) à répartir sur l'ensemble du chantier selon les besoins de chacune des entreprises intervenantes. Compris démarches, et frais associés d'obtention d'autorisation de raccordement, contrôle de conformité des installations provisoires...

L'entreprise devra avant tout démarrage des travaux des lots « **Désamiantage-Déplombage** » et « **Démolition Gros-Œuvre** » les consignations électriques des zones concernées.

Il devra prévoir dans son installation de chantier électrique la mise à disposition d'une prise en triphasé de puissance à définir par le lot **Désamiantage-Déplombage** pour l'intervention du lot Désamiantage (intervention en amont des autres lots). La localisation de la prise et puissance nécessaire sera à valider auprès du lot désamiantage.

3.7.5. Eau de chantier

Le **lot CVC – Plomberie** prendra en charge l'installation en eau de chantier et repli en fin de travaux. Cette installation comprend :

- L'installation de compteurs d'eau de chantier,
- la mise à disposition de points d'eau à répartir sur l'ensemble du chantier selon les besoins de chacune des entreprises intervenantes,
- le raccordement des évacuations aux regards adéquats,
- les démarches et prise en charge des frais auprès des sociétés concessionnaires.

L'entreprise devra avant tout démarrage des travaux des lots « Désamiantage » et « Démolition » les vidanges et purges nécessaires des zones concernées.

Il devra prévoir dans son installation de chantier en eau la mise à disposition d'un point d'eau réservé au désamianteur lors de son intervention, suivant emplacement choisi par le MOE.

Les installations de chantier en eau et électricité sont donc à la charge des lots **Electricité et CVC-Plomberie** et seront entièrement mis à disposition de l'ensemble des corps d'état. Par contre l'entreprise du **lot Démolition – Gros œuvre** gèrera le compte prorata et devra donc le paiement au Maître d'Ouvrage des consommations en énergie et eau (cf. paragraphe suivant).

3.7.6. Cylindres de chantier

Le **Lot Menuiseries intérieures** prendra en charge l'installation de cylindres de chantier au démarrage du chantier afin de limiter l'accès uniquement aux entreprises.

Sont compris également les cylindres de chantier à poser sur les portes palières avant mise en place des cylindres définitifs en toute fin de chantier.

3.8. Compte prorata

Il sera géré par le **lot « Démolition – Gros-Œuvre »**.

Il est utile de rappeler que la répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise, sauf accord particulier pour certaines dépenses expressément énumérées qui feraient l'objet d'une règle de répartition particulière.

En accord avec le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre peut appliquer une retenue sur chaque proposition de paiement des situations mensuelles des travaux, pour provisionner les dépenses communes.

Les fonds seront directement versés sur le compte commun, ou au gestionnaire, sur la base du budget prévisionnel, à la demande du gestionnaire du compte, avec l'accord du comité de contrôle.

Le compte prorata prend en charge les frais ainsi que les assurances obligatoires des ouvrages et des prestations suivantes :

- Bennes de chantier : se référer au paragraphe suivant,
- Relevés des consommations d'énergie et d'eau de chantier utilisées pendant la durée des travaux et paiement au Maître d'Ouvrage ;
- Frais de nettoyage et d'entretien de la base vie (bureau de chantier, vestiaires, réfectoire, sanitaires, remise en état de barrière...) ;
- Frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation, matériellement imputable à un tiers extérieur et inconnu du marché, des équipements communs au chantier ;

- Frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation des équipements communs au chantier imputable à une entreprise du marché et dont la responsabilité ne peut être déterminée ;
- **Ouvrages** provisoires communs de toutes sortes éventuellement nécessaires à la bonne marche du chantier ;
- Frais de nettoyage du chantier suite à un manque d'une entreprise du marché et dont la responsabilité ne peut être déterminée.
- Nettoyage quotidien des abords et des circulations durant les travaux.

Nota : Les frais des installations de chantier décrites au paragraphe précédent (3.7) ne sont pas à la charge du compte prorata. Ces frais sont entièrement supportés par les lots en charge des installations de chantier qui devront en tenir compte dans leur offre.

3.9. Bennes de chantier

L'entreprise en charge du compte prorata s'occupera de la gestion des bennes de chantier (installation, renouvellement, repli, goulottes) nécessaires au tri sélectif et à l'évacuation des déchets de l'ensemble des lots SAUF pour les lots Démolition et Désamiantage qui gèreront leurs propres bennes à gravois.

L'implantation des bennes se fera en concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS.

Les frais entraînés par la mise en place et l'enlèvement de ces bennes ainsi que du traitement des déchets seront à la charge du compte prorata HORS lots Démolition et Désamiantage.

3.10. Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit le nettoyage des parties concernées par ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et à intervalle régulier. Elle devra ainsi l'évacuation de ses déchets et matériaux non utilisés jusqu'aux bennes prévues à cet effet ou directement en centre de tri (cf. paragraphes précédents), ainsi que le nettoyage de toutes dégradations (projections, salissures,...) occasionnées par la réalisation de ses ouvrages.

Au cas où le nettoyage se révélerait insuffisant, le Maître d'œuvre donnera l'ordre à une société tierce de procéder à l'évacuation des gravats ou matériaux divers et imputera les frais correspondants aux entreprises responsables ou à défaut à l'entreprise en charge du compte prorata.

3.11. Echafaudages, agrès et protections

Les échafaudages, agrès et éléments de protections en façade seront installés par **le lot Façades**. Ils sont réputés être disponible à l'ensemble des lots nécessaire sur le chantier.

Il est rappelé que les prix sont réputés tenir compte des échafaudages, agrès et protections qui sont nécessaires pour assurer les prestations, dans toutes les parties des locaux tels qu'ils existent et dans les conditions normales d'accès, ainsi que toutes protections vis à vis des tiers afin d'assurer le maintien en fonctionnement éventuel, total ou partiel du bâtiment considéré et la sécurité des personnes.

Les ouvrages seront remis au Maître d'ouvrage lors de la réception des travaux dans un état de propreté impeccable.

Il est prévu un dépassement de 1m de la hauteur des toitures de l'échafaudage permettant d'être considéré comme protection collective.

Les lots **Couverture** et **Etanchéité** prévoiront des protections collectives provisoires en toiture sur les façades n'ayant pas d'échafaudage (Façade Nord de la toiture terrasse du bâtiment Extension et Pignon Ouest de la toiture traditionnelle du bâtiment Origine)

L'entreprise devra assurer durant tout le déroulement du chantier la protection et la maintenance de ses protections provisoires ainsi que le nettoyage de ses ouvrages avant réception.

3.12. Evacuation et tri des déchets

Les entreprises devront le nettoyage parfait de leurs ouvrages, ainsi que l'enlèvement de leurs gravois aux décharges appropriées.

Les entreprises seront chargées de remettre en état de fonctionnement tel qu'elles les auront trouvés, les divers éléments qu'elles auront pu être amenées à déplacer pour la réalisation de ses ouvrages.

Conformément à la dernière loi relative à l'élimination des déchets et aux renforcements de la protection de l'environnement, les entreprises devront se conformer aux instructions et recommandations pour l'élimination et le tri des déchets, qu'il s'agisse de déchets inertes (gravois, béton, tuiles...), de déchets industriels (revêtement de sols, murs, bois, plastiques...) ou de déchets industriels spéciaux (peintures, colles, bitumes...) et devront fournir au Maître d'Œuvre un bordereau de suivi de déchets établi suivant le modèle fourni au Journal Officiel.

Il sera fait application de la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du BTP qui demande aux producteurs et détenteurs de déchets d'adopter une approche plus volontariste, à la recommandation n° T2-2000 relative à la gestion des déchets, préparée par le GPEM "travaux et maîtrise d'œuvre".

Le stockage provisoire sur le site des déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

3.13. Protection du chantier

Les entreprises assureront, sur l'ensemble du chantier, la protection totale des rues, des voiries et des cours concernés par les travaux par tous moyens appropriés (échafaudages, pont de service, clôtures, balustrades, platelage, filets de protection, bâches...). Ces installations devront garantir une sécurité totale des autres intervenants et véhicules circulant sur le chantier.

L'accès aux bâtiments existants et la libre circulation des personnes devront toujours être garantis. Les entreprises prendront toutes les mesures de protection nécessaires afin que ces accès et cette libre circulation soient assurés en toute sécurité.

Ces ouvrages seront maintenus en place durant toute la durée du chantier et ne pourront être repliés que sur ordre écrit du Maître d'œuvre.

3.14. Protections des ouvrages

Avant tout commencement des travaux, l'entreprise doit effectuer, à ses frais, des protections efficaces de tous les appareils ou revêtements mis en œuvre par d'autres corps d'état et dont l'aspect fini ne nécessite pas l'application de peinture.

Ces protections sont nécessaires, en particulier pour les appareils sanitaires, la robinetterie, les divers revêtements de sol, les plinthes autres que celles en bois, les profilés en alliage anodisé, les pièces de quincaillerie, les faux-plafonds, les éléments de vitrerie et de miroiterie, etc.

En fin de travaux, il doit la dépose de toutes ses protections, ainsi qu'un nettoyage soigné de toutes les parties apparentes ayant ou non reçu une protection.

Durant le chantier une protection particulière des vitrages sera à prévoir et le nettoyage devra se faire sans objet entraînant tout risque de rayure.

3.15. Responsabilités pour vols et/ou dégradations

Il est ici formellement spécifié que chaque entreprise sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages (y compris ceux confiés par le Maître d'Ouvrage) jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, en matière de détournements, dégradations ou détériorations.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que leurs interventions peuvent se faire dans des lieux occupés et que dans ce cas ils devront prendre toutes précautions pour assurer la sécurité des éléments produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, les entreprises sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Ils sont tenus de garantir de tous vols, détournements, dégradations et avaries, dommages pertes et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité ni supplément de quelque nature.

Ils seront tenus de remettre en état ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quel que soit la nature du dégât et sauf leur recours éventuel contre tous tiers responsables, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse complètement étranger à toutes contestations ou répartition des dépenses. Ils devront également prendre toutes dispositions pour éviter tout accident de personne, sur et aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destruction se produisent pendant la durée des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entreprise responsable des lieux, des matériaux, des matières premières, des matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations ou remplacements.

Aucune indemnité ne pourra être allouée aux entreprises pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou de fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entreprises doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

3.16. Réception des supports

Lorsqu'un ouvrage exécuté par une Entreprise constitue le support de la prestation d'une autre entreprise, celle-ci doit réceptionner le support. Si elle estime le support non conforme, elle doit en faire part et le signaler par écrit au Maître d'œuvre qui prendra toutes décisions utiles.

A défaut d'observation écrite, signifiée en temps utile et au moins 21 jours calendaires avant le début prévu de sa prestation, l'entreprise sera réputée avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

Concernant les supports existants apparents, avant tout commencement de travaux, l'entreprise du présent lot devra procéder à la réception des supports et s'assurer qu'ils requièrent toutes les conditions pour permettre une bonne adhérence des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où ces supports s'avéreraient inaptes à recevoir les ouvrages prévus (état de surface, planéité, aplombs et équerrage, état de rugosité, implantation des bâtis et huisseries, saillie de canalisations, de gaines ou fourreaux etc.) il pourra être nécessaire d'exécuter des travaux préparatoires. Selon leur nature et sur ordre du Maître d'œuvre ces travaux pourront être réalisés par le présent lot et les frais consécutifs seront supportés par l'entreprise considérée comme responsable du support.

3.16.1. Protection des existants

Les entreprises prendront toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages et éléments existants (mobiliers, espaces verts, bâtiments, voiries, réseaux, aménagement divers), ainsi que pour que l'occupation et fonctionnement normal du site et de sa périphérie extérieure avoisinante ne soient pas troublés.

L'accès au site et la libre circulation des personnes devront toujours être garantis.

Pour toutes interventions, les entreprises devront :

- Baliser les zones d'interventions ;
- Maintenir les accès de sécurité libres et protégés ;
- Protéger efficacement tout passage ou issue vers les lieux occupés afin d'éviter la propagation des poussières ;
- Protéger l'ensemble du mobilier des locaux ;
- Nettoyer et protéger journallement les parties communes et les surfaces accessibles aux occupants ;
- Respecter toutes les demandes formulées par le Coordinateur de Sécurité et le Maître d'Œuvre ;
- Remettre les locaux en ordre après intervention.

Lorsque cela sera nécessaire les revêtements de sols ainsi que les parquets seront totalement recouverts par une protection efficace, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour les passages, l'approvisionnement ou la sortie des gravois.

Enfin lors des travaux de démolition, l'entreprise prendra toutes dispositions et toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière.

En tout état de cause, les dispositions à prendre seront telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition.

Dans le cas contraire, l'entreprise aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

L'entreprise est responsable de tous les dégâts de toutes natures qui pourraient survenir aux ouvrages ou aux tiers de son fait, de vols ou des intempéries (gel, pluie, etc.).

Les entreprises assureront directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance continue et efficace de son chantier.

Le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit, dans le cas où ils jugeraient que les protections mises en place par l'entreprise sont insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires et de les confier le cas échéant à une tierce entreprise à la charge de l'entreprise défaillante.

3.16.2. Horaires de chantier

Les entreprises devront se conformer strictement aux instructions du Maître d'Œuvre et du CSPS en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers. Ils supporteront les interruptions de travail nécessitées par les besoins de maintien en exploitation du site et prendront en charge toutes les mesures qui leur seront demandées pour limiter la gêne des occupants avoisinants et notamment la restriction des périodes de levage, approvisionnement, travaux bruyants en fonction de l'environnement du chantier.



3.17. Prototypes d'ouvrages et échantillons-référence

Les entreprises doivent inclure dans leur offre tous les prototypes d'ouvrages qui pourraient lui être demandés par le Maître d'Œuvre.

Les entreprises doivent toutes les modifications et adaptations demandées sur les prototypes jusqu'à l'obtention des aspects et finitions demandés par le Maître d'Œuvre.

Les entreprises doivent obligatoirement déposer au bureau du Maître d'Œuvre, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de ses travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (procès-verbaux d'essais, avis techniques, notices d'entretien, documentation technique, documentation en couleur, etc.).

Ces échantillons sont présentés dans les délais imposés par la maîtrise d'Œuvre et avant toute commande aux fournisseurs. Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'en demander le remplacement. Si les délais imposés ne sont pas respectés, les pénalités prévues au C.C.A.P. seraient appliquées.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que les entreprises ou ses sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens sont d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande fabrication et mise en œuvre, et doivent être compris dans les prix unitaires.

L'exécution de plusieurs échantillons témoins in-situ de quelques mètres carrés ou mètres linéaires chacun sont exigés dans les mêmes conditions pour le choix définitifs des teintes de revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc. qui n'auraient pas de référence dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, plusieurs échantillons doivent être présentées avant toute commande, fabrication et mise en œuvre.

La polychromie n'entraînera pas de majoration de prix.

Les échantillons retenus resteront jusqu'à l'achèvement des travaux à la disposition des Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre.

3.18. Contrôle technique des ouvrages en cours de travaux

Les contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages seront assurés, périodiquement et en cours de travaux, par le Maître d'œuvre, éventuellement assisté de toutes personnes de leur choix.

Aussi, l'Entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous hebdomadaires de chantier lorsqu'il a été dûment convoqué par le Maître d'œuvre.

En cas d'observation, l'entreprise est tenue de donner immédiatement et sans délai les ordres nécessaires pour répondre aux observations faites.

Des points d'arrêt pourront être demandés aux entreprises par le Maître d'œuvre ou OPC afin de contrôler les ouvrages en cours de réalisation. Les travaux ne reprendront qu'après accord du coordonnateur de chantier.

L'entreprise peut également faire une demande écrite à la Maitrise d'œuvre une semaine minimum avant la nécessité de passage, pour l'informer d'un besoin de contrôler des points critiques : points où il revêt une importance de vérifier la bonne conformité, exactitude ou qualité de l'ouvrage en cours.

Dans tous les cas, l'entreprise sera tenue de respecter le planning de chantier. Il adaptera son effectif si besoin.

3.19. Coupure des réseaux

Les modalités de coupures d'eau, de gaz et d'électricité pouvant intervenir durant la phase de chantier seront établies en accord avec le maître d'œuvre (planning, fréquences, durées...).

L'entreprise doit faire une demande écrite à la Maitrise d'œuvre dès la phase de préparation de chantier pour toute consignation de réseaux nécessaire à la réalisation de ces travaux.

Aucuns travaux de démolition/dépose/modification ne démarrera sans PV de consignation.

Il doit également fournir au Maître d'œuvre un permis feu dans tous les locaux le nécessitant.

3.20. Hygiène et sécurité

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas, la sécurité et l'hygiène du personnel conformément à la réglementation en vigueur.

Si un Coordinateur SPS a été missionné par le Maître d'Ouvrage pour le chantier alors un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.) a été établi et devra être respecté.

Toutes les entreprises, devront réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et le fournir dans les délais imposés par le Maître d'œuvre et/ou CSPS.

3.21. Nuisances sonores

Toutes les dispositions devront être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation du personnel, etc.) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles afin de ne pas exposer les travailleurs à des niveaux de bruit incompatibles avec leur santé et respecter les exigences du code du travail.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entreprise dans le strict respect de la législation en vigueur.

De plus les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique et munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE qui régleme les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

3.22. Protection des travailleurs

Tous les outils, appareils, engins et équipements utilisés par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur. Ils doivent être employés dans leur domaine de fonctionnement normal.

Les entreprises assureront, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à leur personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés.

De façon générale, les entreprises doivent se conformer à toutes les recommandations du coordinateur SPS et du Maître d'œuvre durant le chantier sans pouvoir exiger quelconque indemnité ou supplément.

3.23. Dimensions des éléments constitutifs

Les sections et autres dimensions des divers éléments de construction seront calculées pour résister à un usage correspondant à celui auquel elles sont destinées.

L'entreprise devra tenir compte des exigences constructives du fait que celles-ci sont destinées à s'associer à des ouvrages prévus à d'autre lots, ce qui implique une coordination très stricte avec les autres corps d'état.

Les profils, sections et assemblages devront toujours être exécutés suivant les normes et les règles de l'art.

Les sections et dimensions des ouvrages précisés sur les pièces marchées sont à vérifier par l'entreprise en fonction des dimensions de l'ouvrage, de l'utilisation de l'ouvrage, des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage, de l'environnement immédiat de l'ouvrage et des ouvrages connexes venant se raccorder sur lui et bien entendu de la situation de la construction et de l'implantation et de l'exposition de l'ouvrage.

L'entreprise, en tant qu'homme de l'art, se doit de signaler et d'employer les techniques et matériaux garantissant une durabilité satisfaisante à l'ouvrage.

Il demeure le seul responsable d'éventuels mauvais choix et se doit de signaler au Maître d'Œuvre toute prescription lui semblant inadéquate.

3.24. Tolérances de fabrication

Les tolérances de fabrication que ce soit pour l'épaisseur, le dimensionnement, l'équerrage ou la flèche avant ou après mises aux dimensions sont prescrites par les normes et DTU.

A défaut, ces tolérances seront celles prévues et définies par le concepteur-gammiste dans ses notices techniques, considéré dans la mesure où celui-ci possède toutes les compétences et les agréments nécessaires dont l'entreprise devra faire la preuve.

La fabrication des ouvrages devra être réalisée en prenant toutes précautions utiles pour éviter l'apparition de désordres qu'ils soient techniques ou esthétiques. L'entreprise devra notamment prendre toutes dispositions pour éviter les contacts avec d'autres matériaux non compatibles (cuivre, limaille de fer ou d'acier etc.), éviter les rayures qui ne seront pas admises lors de la réception de l'ouvrage, faire en sorte d'éviter les infiltrations d'eau ou d'air entre les coupes ou par des jeux excessifs entre ouvrant et dormant en assurant une exécution très précise des assemblages d'angles et en employant des joints, cales et garnitures de modèles strictement adaptés aux profils utilisés.

3.25. Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les normes, D.T.U. et règles professionnelles. L'entreprise doit respecter strictement les tolérances. En cas de dépassement de ces tolérances, le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser l'ouvrage et d'exiger son remplacement, aux frais de l'entreprise responsable.

3.26. Tolérance d'exécution

Au titre des différents CCTP, peuvent être précisés les états de surface (en référence aux DTU notamment) et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'Œuvre. Il importe pour chaque Entreprise de préciser, puis de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'art ou mentionnées dans les documents techniques, ou le devis descriptif de chaque lot, concernent l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré. Les sujétions entraînées par la différence des valeurs de tolérance entre deux corps d'état sont à la charge de l'Entreprise intervenante en second dans l'ordre chronologique d'exécution des travaux.

En conséquence, il appartient à chaque Entreprise concernée de se préoccuper de la valeur des tolérances d'exécution imposées pour les ouvrages sur lesquels il intervient, et de prendre à sa charge les travaux inhérents à la différence des valeurs de tolérance.

Si un ouvrage exécuté sort des tolérances imposées, le Maître d'Œuvre se réserve le droit, soit de faire reprendre par l'Entreprise incriminée, soit de faire supporter à celui-ci les frais supplémentaires que cette mauvaise exécution entraîne pour les autres Entreprises.

3.27. Qualité des prestations

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages, notamment en ce qui concerne leur aspect final.

Tous les travaux de finition ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect final contenues dans les différentes pièces contractuelles seront strictement observées.

3.28. Pose des ouvrages

La pose des ouvrages devra toujours être effectuée par des ouvriers qualifiés et l'entreprise devra en apporter la preuve.

Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement prévu et toutes les précautions seront prises pour assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct. Les ouvrages seront calés et fixés avec soin avec des produits spécifiquement destinés à cette utilisation (cales, chevilles, visserie, pattes, etc.).

3.29. Réservations

L'entreprise aura à sa charge les plans et détails de mise en œuvre des réservations nécessaires à la réalisation de ses propres ouvrages.

Les plans de réservation seront remis aux corps d'état concernés et feront apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre et le B.E.T. jugeront utiles.

3.30. Percements

L'ensemble des percements de sol, de cloison, ou d'ouvrages divers pour la bonne exécution des ouvrages est inclus dans l'offre des entreprises.

Tous ces percements sont à inclure dans la proposition et ne feront pas l'objet de plus-value.

3.31. Trous, scellements, calfeutrements et raccords

L'entreprise devra tenir compte des sujétions résultant de la présence d'éléments d'autres corps d'état (appareils sanitaires, huisseries, fourreaux, canalisations...).

Toutes les découpes, sujétions (joint souple autour de ces éléments, socles autour des fourreaux, etc.) sont à inclure dans la proposition et ne feront pas l'objet de plus-value.

3.32. Interactions entre corps d'état

Il appartient à chaque entreprise de réclamer en temps voulu au maître d'œuvre les précisions nécessaires à la bonne compréhension de ses limites de prestation.

L'entreprise ne pourra se prévaloir durant l'exécution du chantier d'un manque de renseignements afin de justifier la non-réalisation de travaux lui incombant.

Chaque entreprise est tenue de se mettre en relation en temps voulu avec les entreprises ayant des travaux en lien avec les siens, afin d'échanger avec elles sur les attentes de chacun.

D'une manière générale, les entreprises devront travailler en bonne intelligence sur le chantier.

3.33. Matériaux, produits, fournitures

Les matériaux, produits et fournitures devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché seront toujours de première qualité suivant indications de provenance et devront répondre aux conditions et prescriptions, type définis dans le présent CCTP. Ils ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini par le CCTP par une marque nommément désigné et la mention "équivalent, similaire ou analogue" l'Entreprise aura la faculté de faire agréer par le Maître d'Œuvre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine. En aucun cas l'Entreprise ne pourra substituer un produit ou matériau de son choix à ceux prévus au présent CCTP sans accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF, EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits non traditionnels, non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF, EN ou ISO devront, selon le cas, soit faire l'objet de Avis Technique ou d'un Agrément Technique européen, soit être admis à la marque NF, soit faire l'objet d'un ATEEx soit avoir reçu un Avis de chantier.

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes du REEF ou d'être équivalent aux produits français similaires et/ou d'être agréés par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Enfin, chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entreprise devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel, sans pouvoir prétendre à une plus-value.

3.34. Engagement des entreprises vis-à-vis des produits et matériaux

Dans le cas où un matériau est nommément désigné dans le présent CCTP et suivi de la mention « ou équivalent », les entreprises peuvent présenter dans leur offre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'une fois l'offre remise et les matériaux validés par le Maître d'œuvre en jugeant l'offre techniquement acceptable, **les entreprises s'engagent à utiliser les produits et matériaux clairement indiqués dans leur offre** (ou à défaut ceux du CCTP si ceux proposés ne sont pas jugés équivalents).

4. Planning prévisionnel

Fourni en annexe